

RÈGLEMENT

DES

SERVICES DU SÉNAT



## CHAPITRE PREMIER

### Division des services.

#### ARTICLE PREMIER.

Les services du Sénat se divisent en services législatifs, sous l'autorité et la direction du Bureau du Sénat, et en services d'administration et de comptabilité, sous l'autorité et la direction des Questeurs.

Les services législatifs sont : le secrétariat général de la Présidence, le bureau de l'expédition des lois et des procès-verbaux, la rédaction du procès-verbal et des comptes rendus analytiques, et la rédaction du compte rendu sténographique in extenso.

Les services d'administration et de comptabilité sont : le secrétariat général de la Questure, les archives, la bibliothèque, la caisse, les bâtiments et le service médical.

#### ART. 2.

Le Secrétaire général de la Présidence centralise auprès du Président les services législatifs.

Le Secrétaire général de la Questure centralise auprès des Questeurs les services administratifs et de comptabilité.

Ces services sont dirigés néanmoins par leurs chefs respectifs, qui relèvent du Président ou des Questeurs.

---

## CHAPITRE II

### **Attributions respectives des divers Fonctionnaires et Agents du Sénat.**

#### ART. 3.

##### *Secrétariat général de la Présidence.*

Le Secrétaire général de la Présidence est chargé de la préparation du travail relatif à la Présidence, à la tenue des séances, à la suite à donner aux projets et aux propositions de lois, aux amendements et aux demandes d'interpellation.

Il a dans ses attributions la correspondance et les rapports législatifs avec les départements ministériels.

Il transmet à la Questure les pièces, les

lettres, avis et renseignements concernant les Bureaux et les Commissions.

Il veille à ce que les délais et formalités prescrits soient observés au sujet du règlement, des ordres du jour, du vote des lois et de l'expédition des projets adoptés.

Il assiste le Président en séance et dans les délibérations du Bureau du Sénat; il tient à sa disposition les documents qui peuvent être invoqués dans le cours des discussions; il pourvoit à toutes les nécessités du service qu'il centralise auprès du Président.

Il a sous sa garde le sceau du Sénat, qu'il fait apposer, par l'ordre du Président, sur les lois votées.

Il transmet les ordres du Président dans les services et signe les ampliations des arrêtés pris par le Bureau.

#### ART. 4.

Le Secrétariat général de la Présidence se compose du Secrétaire général, d'un chef ou sous-chef, de deux commis principaux ou commis.

Le cabinet du Président comprend un chef et un sous-chef, qui sont à la nomination du Président.

ART. 5.

*Bureau de l'expédition des lois et des procès-verbaux, des pétitions, des impressions législatives et de la distribution.*

Le chef de ce bureau a dans ses attributions l'expédition et la collation des lois et des résolutions votées par le Sénat ; la copie des projets ou propositions de lois et des amendements ; l'expédition et la collation des procès-verbaux des séances ; la vérification des scrutins publics et leur insertion au *Journal officiel* ; la tenue des répertoires législatifs ; la surveillance de l'impression des documents parlementaires et des feuillets ; le service des pétitions ; l'expédition et l'envoi des ordres du jour ; la direction et la surveillance de la distribution des imprimés se rapportant aux services législatifs.

La distribution est faite par les ordres du Président ou des Questeurs.

Il est rendu compte aux Questeurs des imprimés reçus et distribués. Les Questeurs déterminent, de concert avec le Président, le nombre d'exemplaires auquel les documents doivent être tirés.

ART. 6.

*Rédaction du procès-verbal des séances et des comptes rendus sommaire et analytique.*

Le chef des secrétaires-rédacteurs est chargé de la rédaction des procès-verbaux des séances qui constatent les opérations et les votes du Sénat, et qui sont soumis à son approbation ; de la rédaction du compte rendu sommaire et du compte rendu analytique, mis chaque soir à la disposition des journaux.

ART. 7.

*Reproduction in extenso par la sténographie des débats législatifs.*

Le chef du service sténographique du Sénat est chargé de la reproduction in extenso des débats législatifs qui doivent être insérés au *Journal officiel* le lendemain de chaque séance ; de la surveillance et de la publication en volumes des annales législatives, et de la correction des épreuves.

ART. 8.

*Secrétariat général de la Questure.*

Le Secrétaire général de la Questure a dans ses attributions : la préparation du budget du Sénat ; celle des demandes de crédits supplémentaires et celle du compte administratif des Questeurs ; la comptabilité, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses ; la correspondance des Questeurs ; la constatation de l'absence des Sénateurs dans le cas prévu par les articles 106 et 107 du Règlement du Sénat ; les marchés à passer ; les achats, réceptions et délivrances de fournitures ; la vérification des mémoires des fournisseurs et de l'imprimeur ; la délivrance des passeports et des certificats de vie et les légalisations ; la délivrance et la comptabilité des billets d'entrée aux séances ; la transmission aux Bureaux du Sénat des procès-verbaux d'élections et des pièces qui s'y rattachent ; les envois d'imprimés à domicile ; l'exécution des ordres de convocation du Sénat, des Bureaux et des Commissions ; la rédaction du livret des adresses des Sénateurs ; les impressions nécessaires aux services administratifs ; enfin la surveillance des ser-



vices d'ordre, de sûreté et de salubrité du Palais du Sénat, le service médical et celui de la buvette.

ART. 9.

*Bibliothèque.*

La bibliothèque du Sénat est placée sous la surveillance du Président et des Questeurs.

Le bibliothécaire soumet aux Questeurs la note des livres à acheter; il fait les achats de livres et les abonnements aux journaux, après y avoir été autorisé par eux.

Il est chargé de la classification et de la conservation des ouvrages et des collections de journaux et revues, de la conservation et de la tenue au courant des catalogues de la bibliothèque.

ART. 10.

*Archives.*

L'archiviste du Sénat a dans ses attributions : le classement, la conservation et l'analyse des documents relatifs aux tra-

vaux du Sénat, et la tenue des répertoires qui s'y rattachent ; la rédaction et l'impression des tables analytiques des comptes rendus des séances du Sénat ; la délivrance des certificats et des expéditions des actes déposés aux archives ; le renvoi aux Ministres compétents des documents qui ne doivent pas y rester ; les communications et renseignements à donner sur les précédents législatifs.

ART. 11.

*Caisse.*

La Caisse du Sénat est confiée à un trésorier.

Ses attributions comprennent les recettes et paiements de toute nature concernant le Sénat et la Caisse des retraites de ses employés ; la liquidation de l'indemnité des Sénateurs ; de l'indemnité supplémentaire du Président et des Questeurs ; des traitements des employés et des salaires des agents du Sénat, titularisés ; la réception, l'examen et le visa des oppositions et des significations de transports frappant sur des sommes dues par le Sénat ; la délivrance aux créanciers ou à leurs mandataires des

états desdites oppositions et significations ; la réception et l'examen des mainlevées et désistements ; la distribution des médailles et insignes aux Sénateurs.

A la fin de chaque exercice, le compte de gestion du trésorier est soumis par lui aux Questeurs, qui l'adressent à la Commission de comptabilité chargée de l'examiner, aux termes des articles 132 et suivants du Règlement du Sénat.

## ART. 12.

### *Service des bâtiments et du jardin.*

L'architecte du Sénat a rang de chef de service ; il a dans ses attributions : l'entretien et la réparation des divers bâtiments affectés au Sénat ; l'exécution et la surveillance des travaux neufs ; la confection des devis ; l'établissement, l'entretien, la surveillance et le contrôle des eaux, de l'éclairage, du chauffage et de la ventilation des cours et bâtiments ; la vérification et le règlement des mémoires des entrepreneurs ; l'entretien et la surveillance du jardin.

ART. 13.

*Service médical.*

Le service médical est réglé par les Questeurs.

ART. 14.

*Service des huissiers.*

Le service des huissiers du Sénat est réglé par le Président. Les huissiers sont sous la surveillance du Président et des Questeurs.

ART. 15.

*Service militaire. Police intérieure  
et extérieure du Sénat.*

Le service militaire et le service d'ordre et de sûreté, etc., sont réglés par le Président et les Questeurs; ces derniers donnent à cet effet les ordres et les consignes nécessaires.

ART. 16.

*Service de l'hôtel de la Présidence.*

Le service de l'hôtel de la Présidence est réglé directement par le Président du Sénat.

---

CHAPITRE III

**Nominations, Révocations, Mise  
à la retraite.**

ART. 17.

Les chefs des divers services, les secrétaires-rédacteurs, les sténographes, les sous-chefs et commis principaux sont nommés et révoqués par le Bureau et le Président de la Commission de comptabilité réunis, sur la proposition du Président pour les services législatifs, et sur la proposition des Questeurs pour les services administratifs. Ils ne peuvent être mis à la retraite,

avant d'avoir atteint la limite d'âge établie par l'article 64, que par le Bureau et la Commission de comptabilité réunis, sur la proposition du Président ou des Questeurs.

ART. 18.

Les employés des grades inférieurs à celui de commis principal sont nommés et révoqués sur la proposition des chefs de service : ceux des services législatifs, par le Bureau ; ceux des services administratifs, par les Questeurs.

ART. 19.

La désignation du colonel à appeler au commandement militaire du Palais appartient au Président.

La nomination du capitaine-adjoint est faite par le Président et les Questeurs.

ART. 20.

Le médecin et les agents du Sénat, à l'exception des huissiers du Sénat, sont nommés et révoqués par les Questeurs.

ART. 21.

Le chef des huissiers et les huissiers du Sénat sont nommés et révoqués par le Président, les Vice-Présidents et les Questeurs.

Les huissiers de cabinet sont nommés et révoqués par les Questeurs.

Le chef du service intérieur est nommé et révoqué par les Questeurs.

---

CHAPITRE IV

**Des conditions d'admission.**

*Dispositions spéciales aux employés.*

ART. 22.

Tout candidat à un emploi d'expéditionnaire, de commis, de secrétaire-rédacteur ou de sténographe devra justifier de sa qualité de Français, être âgé de 21 ans au moins et de 30 ans au plus.

Sa demande devra être accompagnée de son acte de naissance, de son casier judiciaire, de son livret militaire ou de son certificat de libération, de ses diplômes universitaires et d'une note indiquant, avec ses autres titres, ses travaux antérieurs.

#### ART. 23.

Les candidats à un emploi d'expéditionnaire seront examinés par une Commission désignée, suivant les services, par le Président ou les Questeurs, à l'effet de s'assurer de la convenance de leur écriture et de leur aptitude à rédiger une lettre ou une note administrative.

#### ART. 24.

Les candidats aux fonctions de commis ou de secrétaire-rédacteur devront produire un diplôme de licencié; les candidats sténographes un diplôme de bachelier.

Les candidats à un emploi à la bibliothèque devront justifier, en outre, de la connaissance d'une langue vivante suffisante pour leur permettre de faire une traduction à livre ouvert.



## ART. 25.

Les secrétaires-rédacteurs et les sténographes seront nommés au concours, après des épreuves déterminées par des règlements spéciaux.

## ART. 26.

Ceux qui auront été admis aux emplois ci-dessus ne seront définitivement attachés au Sénat que s'ils ont été, dans le treizième mois de leur entrée en fonctions, titularisés, sur le rapport de leur chef, par arrêté du Bureau ou des Questeurs, suivant la nature des services.

*Dispositions spéciales aux agents  
du Sénat.*

## ART. 27.

Les agents du Sénat comprennent :

1° Les huissiers du Sénat, les huissiers de cabinet et assimilés : préposé au téléphone, garçons de caisse et du jardin;

- 2° Les surveillants du jardin ;
  - 3° Les hommes de service . . . . .
  - 4° Les ouvriers jardiniers et les hommes à la journée ;
  - 5° Les lingères et femmes de service.
- |   |                    |
|---|--------------------|
| { | Brigadiers,        |
| { | Concierges,        |
| { | Garçons de bureau, |
| { | Spécialistes,      |
| { | Valets de pied,    |
| { | Aides ;            |

ART. 28.

Les huissiers du Sénat sont choisis parmi les huissiers de cabinet et les hommes de service titularisés depuis trois ans au moins.

ART. 29.

Les huissiers de cabinet sont choisis parmi les hommes de service titularisés depuis deux ans.

ART. 30.

Les surveillants du jardin sont choisis parmi les sous-officiers retraités comptant

quinze années de présence sous les drapeaux et n'ayant pas dépassé quarante ans.

ART. 31.

Tout candidat à la place d'homme de service devra présenter une demande écrite de sa main, accompagnée de son acte de naissance, de son casier judiciaire, de son livret militaire ou de son certificat de libération, et, s'il a été en service, de ses certificats.

Il devra justifier de sa qualité de Français, être âgé de 21 ans au moins et de 30 ans au plus.

Cette limite d'âge sera reportée à 40 ans pour les sous-officiers qui invoqueraient le bénéfice de l'article premier de la loi du 24 juillet 1873.

ART. 32.

Dans le mois qui suivra l'expiration de la deuxième année de leur admission, les surveillants du jardin et les hommes de service devront, pour rester attachés au Sénat, être titularisés par arrêté des Questeurs.

## CHAPITRE V

### De la Fixation des Traitements et Salaires.

#### ART. 33.

Les traitements des fonctionnaires, employés et agents du Sénat sont fixés ainsi qu'il suit :

	fr.	fr.
1 <sup>o</sup> Secrétaires généraux, de.....	10.000 à	13.000
2 <sup>o</sup> Chefs de service, de.....	8.000 à	11.000
3 <sup>o</sup> Chefs adjoints des services du compte rendu et de la sténo- graphie, de.....	7.500 à	8.500
4 <sup>o</sup> Chef du cabinet du Président..	8.000	
5 <sup>o</sup> Sous-chef du cabinet du Prési- dent, de.....	3.000 à	4.500
6 <sup>o</sup> Secrétaires-rédacteurs, de.....	5.500 à	7.000
7 <sup>o</sup> Secrétaires-rédacteurs adjoints, de.....	3.500 à	5.500
8 <sup>o</sup> Sténographes-reviseurs, de....	5.500 à	7.000
9 <sup>o</sup> Sténographes-rouleurs, de....	3.500 à	5.500
10 <sup>o</sup> Sous-chefs, de.....	5.000 à	7.000
11 <sup>o</sup> Commis principaux, de.....	3.600 à	4.600
12 <sup>o</sup> Commis ordinaires, de.....	2.200 à	3.200
13 <sup>o</sup> Expéditionnaires, de.....	1.800 à	3.000
14 <sup>o</sup> Chef des huissiers, de.....	3.600 à	4.200
15 <sup>o</sup> Huissiers du Sénat, de.....	2.000 à	3.000

	fr.	fr.
16° Huissiers de cabinet et préposé chargé du service téléphonique, de.....	1.800 à	3.000
17° Chef du service intérieur, de. .	2.400 à	3.600
18° Premier garçon de caisse, de...	2.200 à	3.000
19° Brigadiers des hommes de service, de .....	2.000 à	3.000
20° Deuxième garçon de caisse, de.	1.800 à	2.400
21° Adjudant des surveillants du jardin, imprimeur-autographe, et agents assimilés, de. . . .	1.800 à	2.200
22° Lingères, de.....	1.600 à	2.000
23° Gens de service, de.....	1.600 à	2.000
24° Surveillants du jardin, de....	1.400 à	1.800
25° Femmes de service, de.....	1.000 à	1.300

### ART. 34.

Les Secrétaires généraux de la Présidence et de la Questure, ainsi que les chefs de service, sont divisés en quatre classes : les premiers aux traitements de 10.000, 11.000, 12.000 et 13.000 francs, les seconds aux traitements de 8.000, 9.000, 10.000 et 11.000 francs.

Néanmoins, les traitements de 13.000 francs des Secrétaires généraux et de 11.000 francs des chefs de service pourront être élevés, pour les premiers, jusqu'au maximum de 14.000 francs, et pour les seconds jusqu'au

maximum de 12.000 francs, par décision spéciale du Bureau, sur la proposition du Président et des Questeurs, selon la nature des services, en faveur de ceux d'entre eux qui rempliraient la double condition de quinze ans de services au moins dans l'Administration du Sénat en qualité de chefs, et de six ans de jouissance du traitement de la première classe.

ART. 35.

Les services de la rédaction du compte rendu analytique et de la sténographie ont chacun un chef adjoint dont le traitement varie de 7.500 à 8.500 francs.

Néanmoins, ce dernier traitement pourra être porté au maximum de 9.000 francs, après six ans de jouissance de celui de 8.500, par décision spéciale du Bureau, sur la proposition du Président.

Les services du compte rendu et de la sténographie n'ont ni sous-chefs ni commis principaux.

ART. 36.

Les secrétaires-rédacteurs sont divisés en secrétaires-rédacteurs, aux appointements

de 5.500 à 7.000 francs, et en secrétaires-rédacteurs adjoints, aux traitements de 3.500 à 5.500 francs.

ART. 37.

Les sténographes sont divisés en sténographes-reviseurs, aux appointements de 5.500 à 7.000 francs, et en sténographes-rouleurs, aux traitements de 3.500 à 5.500 francs.

Le secrétaire du service sténographique est assimilé, sous le rapport du traitement et de l'avancement, aux sténographes-reviseurs.

ART. 38.

Des sténographes pourront, en dehors des heures des séances publiques du Sénat, être mis à la disposition des Commissions qui en feront la demande, par décision du Président, sur l'avis des Questeurs.

La rétribution des travaux exécutés par les sténographes dans ces conditions est fixée à raison de 40 francs par heure de sténographie. La traduction et la copie de la sténographie sont comprises dans cette rétribution.

ART. 39.

Les sous-chefs sont divisés en cinq classes, aux appointements de 5.000 à 7.000 francs.

Néanmoins, ce dernier traitement pourra être élevé au maximum de 7.500 francs, par décision spéciale du Bureau, sur la proposition du Président ou des Questeurs, suivant la nature des services et d'après le rapport du chef de service compétent, en faveur des sous-chefs qui seraient restés au moins trois ans dans la première classe de leur grade et qui compteraient, d'ailleurs, plus de quinze ans de services dans l'Administration du Sénat.

ART. 40.

Les commis principaux sont divisés en six classes, aux traitements de 3.600 à 4.600 francs.

Néanmoins, ce dernier traitement pourra être élevé au maximum de 4.800 francs dans les mêmes conditions que celles indiquées pour les sous-chefs par le second paragraphe de l'article précédent.



ART. 41.

Les commis ordinaires sont divisés en six classes, de 2.200 à 3.200 francs d'appointements.

Néanmoins, les commis de première classe, qui seraient restés plus de trois ans sans augmentation, pourront être portés au maximum de 3.500 francs, en vertu d'une décision spéciale du Bureau pour les services législatifs, ou des Questeurs pour les services administratifs, sur le rapport motivé de leur chef, s'ils sont employés depuis quinze ans dans l'Administration du Sénat.

Les expéditionnaires sont divisés en six classes, de 1.800 à 3.000 francs.

ART. 42.

L'inspecteur des bâtiments est assimilé, sous le rapport du traitement et de l'avancement, aux commis principaux des bureaux.

ART. 43.

Les huissiers du Sénat sont divisés en six classes, aux appointements de 2.000 à 3.000 francs.

Les émoluments des huissiers de cabinet, divisés en sept classes, sont fixés de 1.800 à 3.000 francs.

ART. 44.

Les hommes de service titularisés sont divisés en cinq classes, aux appointements de 1.600, 1.700, 1.800, 1.900 et 2.000 francs.

Leur avancement est fixé par arrêtés des Questeurs, qui devront être pris d'accord avec le Président pour le personnel attaché au service de la Présidence.

---

CHAPITRE VI

**De l'Avancement et des Augmentations  
de Traitements.**

ART. 45.

Les chefs de service sont choisis parmi les chefs adjoints ou sous-chefs de l'Administration du Sénat, comptant au moins deux années dans ces grades.

ART. 46.

Le chef adjoint du service du compte rendu analytique et celui du service de la sténographie sont pris : le premier, parmi les secrétaires-rédacteurs ; le second parmi les sténographes-réviseurs, comptant les uns et les autres au moins deux années de service dans leur grade.

ART. 47.

Les secrétaires-rédacteurs sont choisis parmi les secrétaires-rédacteurs adjoints, et les sténographes-réviseurs parmi les sténographes-rouleurs, après une année au moins de service.

ART. 48.

Les sous-chefs sont nommés parmi les commis principaux, et ces derniers parmi les commis ordinaires, comptant les uns et les autres au moins deux ans dans leurs grades respectifs.

ART. 49.

Les dispositions qui précèdent ne préjudicient en rien au droit que possède l'Administration de choisir les chefs de service, sous-chefs et commis principaux parmi les employés du grade immédiatement inférieur, à quelque classe qu'ils appartiennent.

ART. 50.

Tout employé nouvellement nommé ou promu est placé dans la dernière classe de son grade, à moins qu'il n'ait, dans le grade qu'il quitte, un traitement égal à celui qui lui serait alloué pour ses nouvelles fonctions.

ART. 51.

Le passage d'une classe à la classe supérieure, pour les chefs, sous-chefs et employés de tout grade, s'opère, d'après l'ordre des classes, de la manière suivante :

Pour les Secrétaires généraux et les chefs de service, à raison de 1.000 francs et par période de trois ans.

Pour les chefs adjoints, sous-chefs, secrétaires-rédacteurs et sténographes, à raison de 500 francs et par période de trois ans.

Pour les commis principaux, les commis ordinaires et les expéditionnaires, à raison de 200 francs et par période de deux ans.

Pour le sous-chef du cabinet du Président, l'élévation au maximum du traitement pourra avoir lieu après deux ans de service.

#### ART. 52.

Le droit à l'élévation de classe ne s'ouvrira, pour tout chef de service, que par décision du Bureau, sur la proposition du Président ou des Questeurs; et pour tout secrétaire-rédacteur, sténographe, sous-chef, commis principal, commis ordinaire, expéditionnaire et agents, que par décision du Bureau ou des Questeurs, selon la nature des services, sur la proposition motivée du chef du service compétent; ces propositions devront être centralisées par les Secrétaires généraux.

Les augmentations de traitement résultant de ces élévations de classe pourront, lorsque les ressources budgétaires le per-

mettront, être ordonnancées à partir du 1<sup>er</sup> du mois correspondant à celui de la dernière augmentation ; dans le cas contraire, cette augmentation serait ajournée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

#### ART. 53.

Les émoluments du chef du service des huissiers et des huissiers du Sénat pourront être portés, par décision du Président et des Questeurs : pour le premier, à 3.800, 4.000 et 4.200 francs ; pour les seconds, de 2.000 à 2.200, 2.400, 2.600, 2.800 et 3.000 francs, après trois, six, neuf, douze et quinze années de services.

Les émoluments du chef du service intérieur pourront, par décision des Questeurs, être successivement augmentés de 300 francs par période de trois années, jusqu'au maximum de 3.600 francs.

#### ART. 54.

Les émoluments des huissiers de cabinet pourront être successivement augmentés

de 200 francs par période de trois années, jusqu'au maximum de 3.000 francs. Il en sera de même du préposé au service téléphonique, qui est assimilé aux huissiers de cabinet.

ART. 55.

Les émoluments du premier garçon de caisse pourront être successivement portés à 2.400, 2.600, 2.800 et 3.000 francs, après trois, six, neuf et douze ans de services en cette qualité.

Les émoluments des brigadiers des hommes de service pourront être portés de 2.000 à 2.200, 2.400, 2.600, 2.800 et 3.000 francs par période de deux ans.

Les émoluments du second garçon de caisse pourront être successivement portés de 1.800 à 2.000, 2.200 et 2.400 francs, comme au paragraphe précédent.

Les émoluments de l'adjudant des surveillants du jardin, de l'imprimeur-autographe et des agents qui leur sont assimilés pourront être portés à 1.900, 2.000, 2.100 et 2.200 francs, après deux, quatre, six et huit années de services en ces qualités.

ART. 56.

Les émoluments des surveillants du jardin pourront être successivement portés de 1.400 à 1.500, 1.600, 1.700 et 1.800 francs, par période de trois ans.

ART. 57.

Les salaires des lingères et des hommes de service titularisés pourront être successivement élevés de 1.600 à 1.700, 1 800, 1.900 et 2.000 francs, après trois, six, neuf et douze ans de services.

Les salaires des femmes de service pourront être successivement élevés de 1.000 à 1.100, 1.200 et 1.300 francs, après trois, six et neuf années de services.



CHAPITRE VII.

**Dispositions diverses.**

ART. 58.

L'indemnité allouée au Chef et au Sous-Chef du cabinet du Président ne subira pas



la retenue de 5 0/0 au profit de la Caisse des retraites des employés et agents du Sénat.

ART. 59.

Les secrétaires-rédacteurs adjoints, sténographes et employés des bureaux du Sénat, qui auront été admis provisoirement, après avoir subi les épreuves prescrites par les articles 24 et 25 du présent règlement, recevront une indemnité mensuelle dont le montant sera déterminé par leur arrêté de nomination, après l'avis des Questeurs.

ART. 60.

Les agents admis provisoirement recevront mensuellement des salaires calculés par journée.

Leur nombre et le taux de leurs salaires sont fixés par arrêtés des Questeurs.

ART. 61.

Il n'est point opéré de retenue au profit de la Caisse des retraites sur ces indem-

nités et salaires, les services provisoires dont ils sont la rétribution ne constituant aucun droit à pension sur le fonds de cette Caisse, à moins, cependant, que les intéressés n'aient demandé à bénéficier des dispositions de l'article 6 du règlement sur les pensions.

ART. 62.

Les secrétaires ou employés qui sont ou pourront être attachés à des Commissions spéciales du Sénat, sur la demande de ces Commissions, seront désignés et nommés par les Questeurs, qui fixeront leur rétribution.

Cette rétribution sera, en tout cas, limitée à la durée des travaux de la Commission à laquelle ils sont attachés, et ne leur créera aucun titre pour entrer dans l'Administration en dehors des règles prescrites par le chapitre IV.

ART. 63.

Aucun emploi ne pourra être créé ni supprimé dans aucun service que par dé-

cision spéciale du Bureau, assisté de deux membres de la Commission de comptabilité délégués par elle, sur la proposition du Président pour les services législatifs ou sur celle des Questeurs pour les services administratifs. Cette disposition n'est pas applicable aux emplois des agents du Sénat, dont le nombre est fixé par les Questeurs.

---

## CHAPITRE VIII

### **De la retraite.**

#### ART. 64.

Sont mis à la retraite :

A soixante-dix ans révolus, les Chefs et Sous-Chefs de service, les Secrétaires-rédacteurs et les Sténographes;

A soixante-cinq ans, les Commis principaux et ordinaires, les Expéditionnaires et les Agents de toutes les catégories.

## ART. 65.

Les pensions de retraite sont liquidées définitivement par la Commission de comptabilité, sur la proposition des Questeurs.

---

## CHAPITRE IX

**Service et Discipline  
dans l'Administration du Sénat.**

## ART. 66.

Aucun fonctionnaire, employé ou agent du Sénat, quel que soit son titre ou son grade, ne peut s'absenter sans une permission de son chef hiérarchique quand il s'agit d'une absence de moins de huit jours, et sans un congé délivré par le Président ou par les Questeurs, suivant la nature du service auquel il est attaché, pour les absences de huit jours et au-dessus.

Pendant les prorogations, chaque chef de service détermine, sous l'approbation du Président ou des Questeurs, l'ordre dans lequel les employés pourront s'absenter et la durée de ces absences, de manière à ce que l'exécution du travail soit toujours assurée par la présence d'un personnel suffisant.

ART. 67.

Toute absence sans autorisation, non justifiée par des motifs sérieux, sera punie, sur le rapport adressé par le chef de service compétent au Président ou aux Questeurs, de la privation du traitement ou de l'indemnité de l'employé pendant toute la durée de son absence, sans préjudice de l'application des peines énumérées dans l'article 72.

ART. 68.

Il est interdit à tous les fonctionnaires, employés ou agents du Sénat, de fournir directement ou indirectement aux journaux, revues et autres publications périodiques, des renseignements, notes, comp-

tes rendus ou correspondances, signés ou non signés, ou signés de pseudonymes concernant, soit les travaux courants du Sénat, des Bureaux ou des Commissions, soit les faits qui peuvent se passer dans l'enceinte du palais du Sénat.

#### ART. 69.

Il est également interdit aux fonctionnaires et employés de tout grade du Sénat de publier soit des documents inédits dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions, soit des travaux composés à l'aide de ces documents, sans en avoir obtenu l'autorisation du Président ou des Questeurs, suivant la nature des services.

#### ART. 70.

Les infractions aux dispositions des deux articles précédents seront punies, suivant la gravité des cas, des peines portées aux articles 72 et 74 ci-après.

ART. 71.

Les chefs de service feront, à la fin de chaque année, un rapport sur les travaux exécutés par les employés sous leurs ordres et sur le mérite et la conduite de ces employés.

Ils signaleront les améliorations qu'ils jugeront utiles pour l'organisation de leur service.

Les rapports seront transmis, par le Secrétaire général de la Présidence et par le Secrétaire général de la Questure, au Président ou aux Questeurs, suivant la division des services.

ART. 72.

Les employés coupables de négligence, d'inexactitude ou de manquement dans leur service pourront, après avoir été préalablement entendus, être punis, suivant la gravité de la faute commise :

1° De la privation de congé ou d'avancement pendant un temps déterminé ;

2° D'une retenue sur leur traitement ou indemnité au moins égale à la valeur de cinq journées, et qui pourra être élevée jusqu'à la moitié du traitement mensuel ;

3° De la suspension, pendant une durée d'un à trois mois, de leurs fonctions, traitement ou indemnité ;

4° De la révocation.

Ces diverses peines disciplinaires seront appliquées sur le rapport du chef du service auquel l'employé est attaché : les deux premières par le Président ou par les Questeurs ; les deux dernières par le Bureau ou par les Questeurs, suivant la nature du service, d'après la distinction établie par l'article 74.

#### ART. 73.

Les huissiers du Sénat sont soumis aux mesures prescrites par l'article précédent. Pendant que le Sénat est réuni, ils ne peuvent s'absenter sans une permission du Secrétaire général de la Présidence pour les absences de moins de huit jours, et sans un congé régulier du Président pour les absences de huit jours et au-dessus.



ART. 74.

Les divers agents du Sénat encourront, en cas de manquement à leurs devoirs, d'indiscipline, de négligence ou d'inconduite, les peines suivantes :

- 1° L'amende ou la retenue d'une partie des gages, salaires ou indemnités ;
- 2° La suspension ;
- 3° Le renvoi immédiat.

ART. 75.

La retenue ne peut jamais être inférieure à la valeur d'une journée de gages ou de salaire ; elle peut être élevée jusqu'à la moitié du traitement mensuel.

ART. 76.

L'amende qui n'excéderait pas deux journées de gages ou de salaire peut être infligée directement par le Secrétaire général

de la Questure à tous les agents du Sénat; par le Secrétaire général de la Présidence aux agents attachés au service de la Présidence; par les autres chefs de service aux agents attachés à leurs services respectifs.

Les chefs qui useront de ce droit en donneront immédiatement avis au Secrétaire général de la Questure, par les soins duquel la décision sera exécutée.

#### ART. 77.

Lorsqu'il y aura lieu d'infliger une amende supérieure à deux journées de gages ou de salaire, ou de provoquer la suspension ou le renvoi d'un des agents ci-dessus indiqués, le chef de service qui provoquera cette mesure adressera un rapport au Président ou aux Questeurs, suivant que l'agent appartient aux services législatifs ou aux services administratifs, par l'intermédiaire du Secrétaire général de la Présidence ou du Secrétaire général de la Questure, qui y joindra son avis.

La décision prise par le Président ou par les Questeurs, l'homme de service ayant été entendu, sera exécutée par les soins du Secrétaire général de la Questure.

ART. 78.

Le montant des retenues prélevées sur les traitements, indemnités, émoluments ou salaires des employés de tout grade, huissiers et agents du Sénat, en exécution des dispositions du présent règlement, sera ordonnancé au profit de la Caisse des retraites des employés du Sénat.



# TABLE

## DU

### RÈGLEMENT DES SERVICES DU SÉNAT

---

A	ARTICLES
ABSENCE DES SÉNATEURS.....	8.
ABSENCE.....	67.
ADJUDANT DES SURVEILLANTS DU JARDIN .....	55.
ADMISSION (CONDITIONS D').....	22 à 32.
AGE (LIMITE D').....	17.
AGENTS DU SÉNAT.....	20, 27.
AIDES .....	27.
AMENDEMENTS .....	3.
AMENDE.....	74, 76, 77.
ANNALES.....	7.
ARCHITECTE.....	12.
ARCHIVES.....	1, 10.
B	
BATIMENTS.....	1, 12.
BIBLIOTHÈQUE.....	1, 9, 24.
BILLETS AUX SÉANCES.....	8.

	ARTICLES
BRIGADIERS.....	27, 55.
BUDGET DU SÉNAT.....	3, 17.
BUREAU DU SÉNAT.....	8.
BUREAUX.....	3.
BUVETTE.....	8.
 C	
CABINET DU PRÉSIDENT.....	4, 51.
CAISSE.....	1, 11.
CAISSE DES RETRAITES.....	11.
CAPITAINE ADJOINT.....	19.
CATALOGUES.....	9.
CERTIFICAT DE VIE.....	8.
CHAUFFAGE.....	12.
CHEFS DE SERVICE....	2, 17, 18, 34, 45, 49, 51, 52, 71.
CHEFS ADJOINTS.....	35, 51.
CHEF DU SERVICE INTÉRIEUR. .	21. 53.
CLASSES.....	50, 51, 52.
COLONEL.....	19.
COMMIS ORDINAIRES.....	18, 22, 24, 41, 51, 52.
COMMIS PRINCIPAUX.....	17, 40, 49, 51, 52.

	ARTICLES
COMMISSION DE COMPTABILITÉ..	11, 17.
COMMISSIONS....	3, 38, 62.
COMPTE ADMINISTRATIF.....	8.
COMPTE DE GESTION.....	11.
COMPTE RENDU ANALYTIQUE....	1, 6.
COMPTE RENDU SOMMAIRE.....	6.
COMPTE RENDU STÉNOGRA- PHIQUE.....	1, 7.
CONCIERGES... ..	27.
CONGÉS.....	66.
CORRESPONDANCE.....	3, 8.
CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES . . .	8.

## D

DÉPENSES.. . . .	8.
DÉSISTEMENTS... ..	11.
DISTRIBUTION.....	5.

## E

EAUX.....	12.
ECLAIRAGE... ..	12.
ELECTIONS.....	8.
EMPLOI.....	63.

	ARTICLES
EXPÉDITION DES LOIS ET PRO- GÈS-VERBAUX.....	1, 5.
EXPÉDITIONNAIRES ..	18, 22, 23, 41, 51, 52.

## F

FEMMES DE SERVICE... ..	27, 57.
FOURNITURES .....	8.

## G

GARÇONS DE BUREAU....	27.
GARÇONS DE CAISSE.....	27, 55.
GARÇONS DU JARDIN....	27.

## H

HOMMES A LA JOURNÉE.....	27.
HOMMES DE SERVICE.....	27, 28, 29, 31, 44, 57.
HUISSIERS.....	14, 21, 27, 28, 29, 43, 53, 54, 73.
HUISSIERS (CHEF DES).....	21, 53.



I	ARTICLES
IMPRESSIONS .....	5.
IMPRIMEUR.....	8.
IMPRIMEUR AUTOGRAPHE.....	55.
INDEMNITÉS DES SÉNATEURS....	11.
INDEMNITÉ DU PRÉSIDENT.....	11.
INDEMNITÉS DES QUESTEURS ...	11.
INSIGNES.....	11.
INSPECTEUR DES BATIMENTS ....	42.
INTERPELLATIONS.....	3.
J	
JARDINS .....	12.
JARDINIERS .....	27.
JOURNAUX.....	6, 9.
L	
LÉGALISATION.....	8.
LINGÈRES .....	27, 52.
LIVRES A ACHETER .....	9.
LIVRET D'ADRESSES.....	8.

M	ARTICLES
MAINLEVÉES .....	11.
MARCHÉS .....	8.
MÉDAILLES.....	11.
MÉDECIN.....	1, 13, 20.
MÉMOIRES.....	8, 12.
MINISTÈRES.....	4.
N	
NOMINATIONS.....	17.
O	
OPPOSITIONS.....	11.
P	
PASSEPORTS.....	8.
PÉNALTÉS.....	72.
PENSIONS... ..	65.
PRÉPOSÉ AU TÉLÉPHONE.....	27, 54.
PRÉSIDENT.....	1, 2, 3.
PRÉSIDENTE.....	3, 16, 58.
PRESSE (COMMUNICATION A LA).....	68, 78.

	ARTICLES
PROCÈS-VERBAUX.....	1.
PROCÈS-VERBAL.....	1.
PROJETS ET PROPOSITIONS.....	3.
PUBLICATIONS.....	68. 70.

## Q

QUESTEURS.. .. .	1, 2.
QUESTURE.....	3.

## R

RAPPORTS ANNUELS DES CHEFS DE SERVICES.....	71.
RENOI IMMÉDIAT.....	74, 77.
RETENUE DE 5 0/0.....	58, 61.
RETENUES SUR TRAITEMENTS....	72, 75, 78.
RETRAITE.....	17, 64, 65.
RÉVOCATIONS .....	17, 72.

## S

SALAIRES.....	11.
SCEAU DU SÉNAT.....	3.

	ARTICLES
SÉANCES.....	3.
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENTE.....	1, 2, 3, 4, 34, 51, 71.
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA QUESTURE.....	1, 2, 8, 34. 51, 71.
SECRÉTAIRES DE COMMISSION...	62.
SECRÉTAIRES-RÉDACTEURS... ..	6, 17, 22, 24, 25, 35, 36, 46, 47, 51, 52, 59.
SERVICE MILITAIRE.....	15.
SERVICES DU SÉNAT (LÉGISLATIFS ET ADMINISTRATIFS).....	1.
SOUS-CHEFS.....	17, 35, 39, 48, 49, 52.
SOUS-OFFICIERS.....	31.
SPÉCIALISTES.....	27.
STÉNOGRAPHES.....	17, 22, 24, 25, 35, 37, 38, 51, 52, 59.
SURVEILLANTS DU JARDIN ... ..	27, 30, 56.
SUSPENSION.....	72, 74, 77.

T	ARTICLES
	—
TABLES ANALYTIQUES.....	10.
TITULARISATION .....	26, 32.
TRAITEMENTS.....	11, 33, 34, 35, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58.
TRANSPORTS.....	11.
V	
VALETS DE PIED.....	27.

---

